

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, en acceptant des échanges diplomatiques avec la République populaire de Chine, le gouvernement canadien a clairement fait savoir qu'il n'acceptait ni ne contestait la position de la République populaire de Chine à l'égard de Formose. Nous n'avons pas pris position.

• (4.00 p.m.)

M. Crouse: Advenant des hostilités, le gouvernement envisage-t-il de prendre position dans cette affaire et, dans l'affirmative, quelle partie au conflit appuierait-il?

L'hon. M. Sharp: Je ne peux imaginer question plus hypothétique, monsieur l'Orateur.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LES GARANTIES ET LA BALANCE DES PAIEMENTS DES ÉTATS-UNIS

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): J'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si, pour aider les Américains à résoudre leur problème de balance des paiements, les fonctionnaires de son ministère qui étaient à Washington la semaine dernière ont convenu ou dit au nom du gouvernement que nous serions prêts à abandonner les garanties actuelles de l'accord sur l'automobile?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Nous cherchons actuellement à trouver des solutions dans le cadre des discussions concernant l'accord sur l'automobile. Toute décision finale devra être acceptée par le cabinet.

L'ACCORD SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LE GOUVERNEMENT ET LES GARANTIES

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si, d'une part, le gouvernement a pris une décision concernant les garanties actuelles ou si, d'autre part, il a proposé de remplacer les garanties par d'autres?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Nous n'avons pas encore pris une décision. Comme je l'ai dit il y a un instant, nous cherchons encore des solutions.

* * *

LE PÉTROLE

LE PROJET DE PIPE-LINE TRANSALASKIEN—LES DÉMARCHES DIPLOMATIQUES DU CANADA

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): J'aimerais poser une question au premier ministre suppléant en sa

[M. Crouse.]

qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu l'initiative prise par un député canadien aux États-Unis concernant le projet de pipe-line transalaskien, le gouvernement a-t-il échoué dans ses efforts diplomatiques en vue d'empêcher les pétroliers de suivre un trajet qui mettrait en danger notre côte ouest?

M. l'Orateur: Je doute qu'une question ainsi formulée soit recevable. Le député aimerait peut-être la reformuler de façon conforme au Règlement.

M. Aiken: Puis-je donc demander au ministre si des démarches diplomatiques se poursuivent en ce domaine?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur, je suis très heureux de voir les efforts déployés à l'appui du gouvernement par le député libéral mentionné par le représentant.

* * *

LA RECHERCHE

LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE QUANT À L'INDUSTRIE DES PRODUITS CHIMIQUES

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): J'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce afin qu'il ne se sente pas oublié cet après-midi. Il s'agit de la position de l'industrie canadienne des produits chimiques et de ses possibilités de recherches. Étant donné que les fortes réductions de personnel et la perte d'efficacité de l'industrie canadienne des produits chimiques en matière de recherche ont été portées à l'attention du ministre, quelle a été la réaction du gouvernement à cette situation, notamment à la suite des recommandations du comité de la recherche scientifique?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je suis parfaitement conscient des difficultés que rencontre notre industrie des produits chimiques. On a récemment adopté différentes mesures, par exemple, dans l'un des budgets du ministre des Finances, pour venir en aide à cette industrie. Je sais qu'actuellement elle éprouve les difficultés à garder certains de ses chercheurs mais je ne vois vraiment pas où le député veut en venir, tout au moins en ce qui concerne une déclaration éventuelle de ma part.

L'hon. M. Lambert: Le ministre a adopté, disons, une attitude empressée envers l'industrie chimique dans ses réponses aux questions de l'opposition. Je me demande quelle est la réaction du gouvernement devant ce que l'on prétend être la destruction des installations de recherches d'une société de la Couronne dont le suppléant du ministre est directeur, à savoir, en d'autres mots, la Polymer.

L'hon. M. Pepin: Le ministre responsable de la Polymer a déclaré nombre de fois à la Chambre que la société faisait de son mieux à l'heure actuelle pour maintenir un personnel aussi nombreux que possible. Je comprends mal pourquoi le député demande...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous manquons de temps. Peut-être pourra-t-on examiner la question plus en détail demain.